



Des groupes de la société civile célèbrent le désinvestissement de la Banque mondiale de la chaîne d'écoles à but lucratif Bridge International Academies

16 mars 2022

La Société financière internationale (connue sous son acronyme anglais IFC) de la Banque mondiale a discrètement désinvesti de New Globe Schools, plus connue sous le nom de Bridge International Academies (BIA), une chaîne d'écoles à but lucratif présente dans quatre pays africains et en Inde. L'IFC a investi un total de 13,5 millions \$ US dans BIA depuis 2014, avec l'intention de soutenir l'expansion de l'entreprise dans d'autres pays.

En réaction, Anderson Miamen, coordonnateur national de la Coalition pour la transparence et la responsabilité dans l'éducation (COTAE) au Liberia, a déclaré : « Nous applaudissons l'IFC et la Banque mondiale pour cette mesure audacieuse, qui aurait dû être prise depuis longtemps. Il s'agit d'un développement extrêmement bienvenu et d'une victoire pour les efforts continus des militants du droit à l'éducation et d'autres pour faire pression en faveur d'un investissement accru dans l'éducation publique par les gouvernements et les partenaires du développement à travers le monde, en particulier en Afrique. Nous appelons la Banque mondiale à travailler directement avec les gouvernements pour améliorer la qualité, l'inclusion et la sensibilité au genre dans l'éducation publique et les écoles. »

Nadia Daar, responsable du bureau d'Oxfam International à Washington DC, a déclaré : « C'est un signal clair que l'IFC s'éloigne encore plus des investissements qui présentent des risques pour les enfants, les familles et les enseignants, et qui sapent les systèmes d'éducation publics. L'IFC devrait également rendre permanent son gel des investissements dans l'éducation privée à but lucratif. Ce désinvestissement devrait être un signal d'alarme pour les autres financiers d'écoles à but lucratif ciblant les communautés à faibles revenus. Le message est clair : le modèle est brisé et nuisible. »

Salima Namusoby, directrice générale de l'Initiative ougandaise pour les droits économiques et sociaux (ISER), a déclaré : « Le modèle de la BIA et sa mise en œuvre ont sapé le droit à l'éducation et l'état de droit en Ouganda. Le désinvestissement d'IFC intervient à un moment où la majorité des écoles de la BIA ont fermé leurs portes, car leur modèle à but lucratif n'était pas viable, en particulier dans le sillage de COVID-19. Nous espérons que d'autres investisseurs suivront cet exemple. »

Le désinvestissement a été confirmé par une note publiée le 9 mars. Il intervient après un certain nombre de scandales autour de la BIA et une série de plaintes sérieuses adressées au mécanisme de responsabilité indépendant de l'IFC, le *Compliance Advisor Ombudsman* (CAO), concernant l'investissement de l'IFC dans la société. Les allégations contenues dans ces plaintes vont de la violation des droits du travail à l'abus sexuel d'enfants impliquant le personnel et les étudiants de la BIA, en passant par des mesures de santé et de sécurité inadéquates qui ont conduit à la mort tragique d'un enfant et à la blessure d'un autre.

Ce désinvestissement fait également suite à l'annonce historique faite par l'IFC en 2020 de geler tous les investissements directs et indirects dans les écoles privées payantes de la maternelle à la 12e année « en réponse aux préoccupations des parties prenantes externes concernant l'impact des écoles privées sur la qualité et l'accès à l'éducation ». Un certain nombre d'organisations, d'universitaires et de rapporteurs spéciaux de l'Organisation des Nations unies ont démontré comment ces écoles creusent les inégalités et excluent les enfants et les filles les plus pauvres.

Les organisations de la société civile appellent les autres investisseurs de la BIA à suivre l'exemple d'IFC. Elles appellent également à une résolution rapide des plaintes déposées par les communautés du Kenya auprès du CAO, et demandent à l'IFC de s'assurer qu'elle se retire de cet investissement de manière responsable. Son devoir envers les familles et les communautés affectées au Kenya ne s'arrête pas à ce désinvestissement, et l'IFC doit s'efforcer d'apporter une solution de rechange efficace si nécessaire. La branche de la Banque mondiale chargée du secteur public doit également renforcer et étendre son soutien aux pays concernés par cet investissement — Kenya, Liberia, Ouganda, Nigeria et Inde — afin qu'ils remplissent leur obligation constitutionnelle de fournir une éducation publique gratuite et de qualité à tous les enfants, en particulier dans les zones mal desservies.

Approuvé par:

1. Brazilian Campaign for the Right to Education
2. Coalition for Transparency and Accountability in Education (Liberia)
3. Coalition Education (France)
4. Corporate Accountability and Public Participation Africa (Nigeria)
5. École ensemble (Canada)
6. Education for All Coalition Sierra Leone (Sierra Leone)
7. Eurodad
8. Global Campaign for Education
9. Global Campaign for Education-US
10. Global Justice Now
11. Global Initiative for Economic Social and Cultural Rights
12. Hakijamii - Economic and Social Rights Centre (Kenya)
13. Initiative for Social and Economic Rights (Uganda)
14. Justice & Empowerment Initiatives (Nigeria)
15. Latin American Campaign for the Right to Education
16. National Education Union (UK)
17. Oxfam
18. RESULTS
19. Right to Education Initiative
20. RTE Forum (India)
21. World Organisation for Early Childhood Education-OMEP
22. Solidarité Laïque (France)

